



Communauté de Communes de Miribel et du Plateau (CCMP)

238 Rue des Brotteaux
01700 MIRIBEL

Contact : 04 78 55 52 18
eau-assainissement@cc-miribel.fr

Révision du zonage d'assainissement de la commune
de SAINT MAURICE DE BEYNOST

Notice explicative

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	3
1.1	ENJEUX	3
1.2	COMPOSITION DU ZONAGE	3
2	RAPPELS	4
2.1	DEFINITIONS	4
2.2	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	7
3	LE CONTEXTE COMMUNAL	11
4	L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	17
4.1	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	17
4.2	AMENAGEMENTS PROJETES	17
5	L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	18
5.1	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES	18
5.2	LOCALISATION	18
6	LE ZONAGE	19
6.1	PRINCIPE	19
6.2	ZONE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	19
6.3	ZONE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	19
7	ANNEXE : PLAN DE ZONAGE	21

FIGURES

Figure 1: l'assainissement collectif	5
Figure 2: l'assainissement non collectif	6
Figure 3: carte de la commune	16

TABLEAUX

Tableau 1: le contexte communal	15
Tableau 2: l'assainissement collectif en chiffres	17
Tableau 3: l'assainissement non collectif en chiffres	18

REVISION

	A	03/04/2025	Soumis à enquête publique
--	---	------------	---------------------------

1 PREAMBULE

1.1 Enjeux

L'assainissement a pour objectif de protéger la santé et la salubrité publique ainsi que l'environnement contre les risques liés aux rejets des eaux usées et pluviales notamment domestiques.

L'assainissement peut être collectif ou non collectif. Le choix entre ces deux solutions relève de la collectivité compétente et dépend notamment de la densité de l'habitat, de la topographie des lieux et des coûts associés à chacun de ces types d'assainissement. Les eaux pluviales doivent être en priorité infiltrées à la parcelle ou, en cas d'impossibilité, être rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau d'eaux pluviales dans les conditions acceptées par le gestionnaire du réseau pluvial.

1.2 Composition du zonage

Le zonage d'assainissement est porté par la **Communauté de Communes de Miribel et Plateau (CCMP)**, collectivité compétente en eaux usées. Il s'agit d'une révision du zonage de 2013. Il sera intégré au PLU en cours d'élaboration par la commune de Saint Maurice de Beynost.

Ce zonage, soumis à enquête publique, est composé :

- De la présente notice explicative. Le chapitre 2 rappelle le contexte technique et réglementaire, le chapitre 3 le contexte communal, les chapitres 4 et 5 la situation actuelle de l'assainissement collectif et non collectif, puis le chapitre 6 l'application du zonage sur le territoire ;
- D'un plan du zonage d'assainissement.

Il a pour but d'informer le public et de recueillir ses observations, afin de permettre à la CCMP de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision. Après l'enquête publique, le zonage sera approuvé et deviendra opposable aux tiers.

Il est important de rappeler que ce document n'est pas figé dans le temps d'une part (révision possible), et qu'il n'est pas un document d'urbanisme d'autre part. La constructibilité des terrains est définie par de nombreux paramètres transposés dans le PLU.

2 RAPPELS

2.1 Définitions

2.1.1 L'assainissement collectif

Source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Généralités

L'assainissement collectif concerne toutes les **habitations raccordées à un réseau public de canalisations destinées à acheminer les eaux usées à une station d'épuration pour traitement avant rejet au milieu naturel** (très majoritairement un cours d'eau). Ces ouvrages et équipements de collecte et de traitement appartiennent le plus souvent à une commune, un groupement de communes, ou un Syndicat d'Eau et d'Assainissement.

Collecte des eaux usées

Les réseaux d'assainissement, dénommés communément « égouts », sont classés en trois systèmes principaux :

- Système séparatif : il est constitué d'une canalisation pour les eaux usées et d'une autre pour les eaux pluviales ;
- Système unitaire : il est constitué d'une seule canalisation susceptible de recevoir les eaux usées et des eaux pluviales sous conditions ;
- Système eaux usées strictes : il est constitué d'une seule canalisation, pour les eaux usées uniquement.

Afin de connaître le mode de desserte de la propriété, notamment pour les éventuelles restrictions ou impossibilités de raccordement des eaux pluviales, l'usager doit se renseigner auprès de la collectivité compétente.

Sont admise dans le réseau d'assainissement, dans les conditions définies au règlement de service de la collectivité compétente (voir annexe 2) les eaux usées domestiques, les eaux usées assimilées domestiques, les eaux usées autres que domestiques. L'évacuation des lingettes dans les réseaux d'assainissement est strictement interdite.

Traitement des eaux usées

Les différents procédés de traitement des eaux usées conduisent à la production de boues. Les boues contiennent une partie des éléments qu'il est nécessaire de retirer des eaux avant leur rejet vers le milieu naturel (matière organique, azote et phosphore). Elles sont récupérées en sortie de station et sont traitées, valorisées et/ou éliminées. Elles sont valorisées par l'épandage en agriculture ou par l'incinération, ou sont éliminées par mise en décharge.

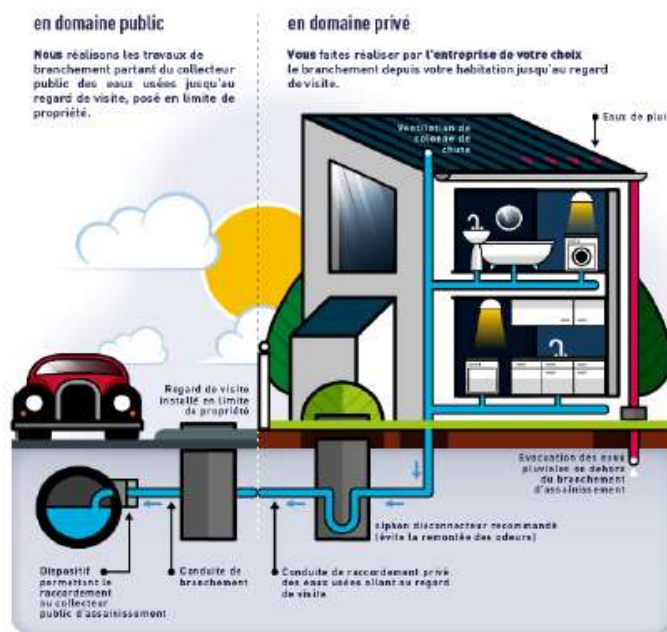


Figure 1: l'assainissement collectif

La CCMP dispose de la compétence collecte et traitement des eaux usées.

2.1.2 L'assainissement non collectif

Source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Composition d'une installation

L'assainissement non collectif concerne les **habitations qui ne sont pas raccordées au réseau public de collecte des eaux usées**. L'installation d'assainissement non collectif est privée. Elle assure la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées au sein même de la parcelle.

La collecte et le transport des eaux usées domestiques en sortie d'habitation sont réalisés par un dispositif de collecte (boîte, etc.) suivi de canalisations.

Le traitement des eaux usées est réalisé soit :

- dans le sol en place, ou un sol reconstitué avec traitement amont par fosse septique toutes eaux ;
- par un dispositif de traitement agréé par le Ministère.

L'évacuation des eaux usées domestiques traitées est réalisée en priorité par infiltration (1) dans le sol et à défaut par rejet vers le milieu hydraulique superficiel (2) (cours d'eau, fossé...)

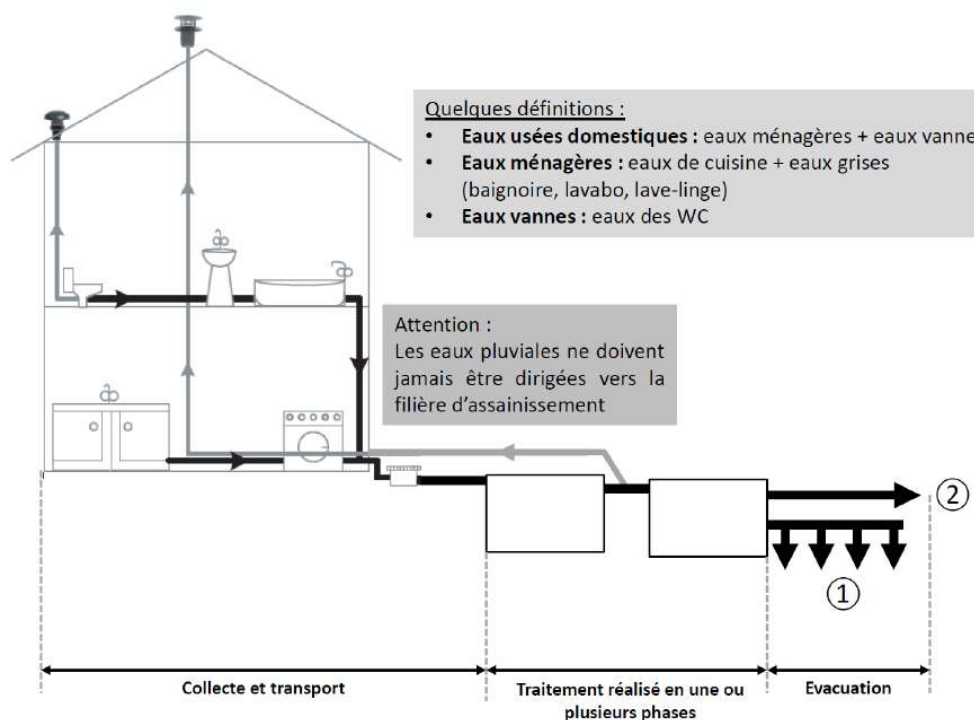


Figure 2: l'assainissement non collectif

Choix de l'installation

Le choix d'une installation d'assainissement non collectif dépend des paramètres suivants :

- La taille de l'habitation : nombre de pièces principales ;
- Les caractéristiques du site : surface disponible, limites de propriété, arbres, puits, cavités souterraines, passage de véhicules, emplacement de l'habitation, existence d'exutoires superficiels (cours d'eau, fossé...), pente du terrain, sensibilité du milieu récepteur (site de baignade, cressonnière, périmètre de protection de captage...), servitudes diverses, etc ;
- L'aptitude du sol à l'épuration : perméabilité, épaisseur de sol avant la couche rocheuse, niveau de remontée maximale de la nappe, etc.

Pour concevoir l'installation, il est vivement recommandé de se rapprocher d'une entreprise spécialisée dans ce domaine (installateurs, bureau d'études...).

Dimensionnement

Dans le cas de la maison individuelle, le nombre de pièces principales (PP) permet de définir la relation avec l'équivalent-habitant (EH), selon la formule $EH = PP$.

Dans les autres cas (gîtes, maisons d'hôtes...), il convient de se référer à une étude particulière pour définir la capacité d'accueil.

Implantation

L'assainissement non collectif exige une surface minimale sur la parcelle en tenant compte des distances à respecter vis-à-vis de l'habitation, des limites de propriété, des arbres, des puits, etc.

Avant l'exécution des travaux, le projet d'installation d'assainissement non collectif devra avoir reçu un avis favorable du SPANC.

Transactions immobilières

Le vendeur d'une habitation en assainissement non collectif a l'obligation de justifier de l'état de son installation, à compter du 1er janvier 2011.

- Un contrôle a déjà eu lieu : le vendeur doit annexer à la promesse de vente ou à défaut à l'acte authentique, le document (daté de moins de trois ans au moment de la vente) établi à l'issue du contrôle et délivré par le SPANC ;
- Aucun contrôle n'a eu lieu : le vendeur ou un représentant contacte le SPANC afin de convenir d'un rendez-vous.

Obligations de l'usager

Ces obligations sont :

- Equiper l'immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ;
- Assurer l'entretien et faire procéder à la vidange périodiquement par une personne agréée pour garantir son bon fonctionnement ;
- Procéder aux travaux prescrits, le cas échéant, par le SPANC dans le document délivré à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans ;
- Laisser accéder les agents du SPANC à la propriété, sous peine de condamnation à une astreinte en cas d'obstacle à la mission de contrôle ;
- Acquitter la redevance pour la réalisation du contrôle et, le cas échéant, l'entretien ;
- Rembourser par échelonnement la commune dans le cas de travaux de réalisation ou de réhabilitation pris en charge par celle-ci ;
- Annexer à la promesse de vente ou à défaut à l'acte authentique en cas de vente le document, établi à l'issue du contrôle, délivré par le SPANC, à compter du 1er janvier 2011. Ce document s'ajoutera aux 7 autres constats ou états (amiante, plomb, gaz, termites, risques naturels et technologiques, installations électriques, performances énergétiques) ;
- Être contraint à payer une astreinte en cas de non-respect de ces obligations ;
- Être contraint à réaliser les travaux d'office par mise en demeure du maire au titre de son pouvoir de police.

2.2 Contexte réglementaire

Le contexte réglementaire de l'assainissement est relativement dense. Nous rappellerons ici les principaux textes en lien avec la présente étude.

Article L1331-1 du Code de la Santé Publique

Le raccordement des immeubles aux réseaux publics de collecte disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau public de collecte.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de

délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service du réseau public de collecte et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales.

La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales.

Article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Article R2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

Article 4 de l'arrêté du 21 juillet 2015

Le maître d'ouvrage met en place une installation d'assainissement non collectif ou un système d'assainissement collectif permettant la collecte, le transport et le traitement avant évacuation des eaux usées produites par l'agglomération d'assainissement, sans porter atteinte à la salubrité publique, à l'état des eaux (au sens des directives du 23 octobre 2000 et du 17 juin 2008 susvisées) et, le cas échéant, aux éventuels usages sensibles mentionnés à l'article 2 ci-dessus.

Les systèmes d'assainissement sont implantés, conçus, dimensionnés, exploités en tenant compte des variations saisonnières des charges de pollution et entretenus, conformément aux dispositions des chapitres I et II ci-dessous, de manière à atteindre, hors situations inhabituelles, les performances fixées par le présent arrêté.

Le maître d'ouvrage met en place un dispositif d'autosurveillance et en transmet les résultats au service en charge du contrôle, et à l'agence de l'eau ou office de l'eau conformément aux dispositions du chapitre III.

Le maire ou le président de l'établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre compétent en matière d'assainissement et auquel a été transféré le pouvoir de police en vertu de l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales assure la police du système de collecte et met en œuvre dans ce cadre les principes de prévention et de réduction des pollutions à la source, notamment en ce qui concerne les micropolluants, y compris dans le cas où le système de collecte est raccordé à un système de traitement soumis à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le service en charge du contrôle évalue la conformité des systèmes d'assainissement en s'appuyant sur l'ensemble des éléments à sa disposition, notamment les résultats d'autosurveillance, selon les dispositions du chapitre IV ci-dessous.

Arrêté du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau

Les usages de l'eau dans le bâtiment pour répondre aux besoins des usagers évoluent et les projets de recours à des eaux non potables pour répondre aux enjeux d'économies d'eau se développent dans le bâtiment. Ces usages d'eaux non potables peuvent, à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine, voire à l'origine de l'intoxication de consommateurs d'eau. Le présent arrêté vise à définir les cas où il y a lieu de mettre en place des dispositifs de protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les retours d'eau, en fonction des usages de l'eau dans le bâtiment et du niveau de risque encouru. Il précise également les prescriptions techniques applicables à ces dispositifs, leurs fréquences et modalités d'entretien ainsi que le partage des responsabilités dans la mise en œuvre de ces prescriptions.

Nous rappellerons ci-dessous un extrait de l'arrêté avec l'article 3.

I- Les réseaux intérieurs de distribution alimentés par des eaux non potables sont conçus, installés et exploités par le propriétaire des réseaux intérieurs de distribution de façon à ne pas perturber le fonctionnement des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine et à ne pas altérer la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

II. - La séparation entre le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine et les réseaux intérieurs de distribution alimentés par des eaux non potables doit être totale en permanence.

III. - Dans les situations où un appoint en eau est requis depuis le réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine vers le réseau intérieur de distribution alimenté par des eaux non potables, cet appoint est réalisé par surverse totale de l'eau du réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, dans le réseau de distribution alimenté par des eaux non potables. Le système de surverse comprend une garde d'air visible, complète et libre, installée de manière permanente, ainsi qu'un dispositif d'évacuation du trop-plein d'eau pouvant provenir du réseau de distribution alimenté par des eaux non potables.

Règlement d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif de la CCMP

Les règlements sont consultables auprès de la CCMP (sur le site internet notamment).

Nous rappelons ci-dessous les articles des deux règlements (en vigueur à date du présent document) qui s'appliquent en cas de vente de l'habitation

Article du règlement d'AC relatif au contrôle du branchement en cas de vente

En cas de vente, un contrôle du branchement est obligatoire. Le vendeur devra contacter l'Exploitant pour que soit réalisé le contrôle du branchement du bien. Ce contrôle est à la charge de l'utilisateur selon le bordereau de prix annexé au présent règlement.

Article 19 du règlement d'ANC relatif aux responsabilités et obligations du vendeur dans le cadre de la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation.

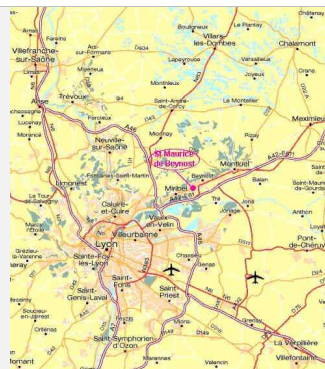
Si l'installation d'assainissement non collectif n'a jamais été contrôlée par le SPANC ou si le propriétaire ne possède pas de rapport de visite du SPANC encore en cours de validité, ce propriétaire ou son mandataire devra prendre contact avec le SPANC afin de l'informer de la vente du bien et de la demande du rapport de visite qui doit être joint au dossier de diagnostic technique rendu obligatoire par le code de la construction et de l'habitation.

Les installations d'assainissement non collectif des immeubles à usage autre que l'habitation ne sont pas soumises au contrôle mentionné au présent article lorsque ces immeubles sont mis en vente.

3 LE CONTEXTE COMMUNAL

MILIEU PHYSIQUE

Situation géographique



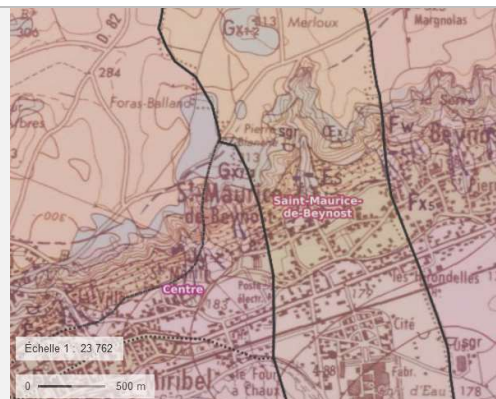
La commune de Saint Maurice de Beynost appartient à l'ensemble de communes de la Côtière Sud de la Dombes, qui s'échelonne depuis Lyon à l'Est, jusqu'à Meximieux à l'Ouest, sur environ 30 kilomètres.

Les communes limitrophes sont Miribel, Tramoyes, Beynost, Meyzieu.

Topographie

La commune s'étend sur 699 ha. La topographie est marquée par 3 entités distinctes que sont la plaine du Rhône (altitude 172 m au point le plus bas), la cotière de la Dombes, et le plateau agricole de la Dombes (altitude 315 m au point le plus haut).

Géologie (source Géoportail)



Le contexte géologique est caractérisé par des formations fluviatiles anciennes et récentes dans la plaine du Rhône, et fluvio-glaciaires (moraines et loess) sur la cotière et le plateau.

La morphologie abrupte de la cotière conjuguées à des formations géologiques sensibles à l'eau favorisent le ruissellement et les glissements de terrains.

Pluviométrie (source Météo France)	Le poste de Bron, distant de 11 km de Saint Maurice de Beynost, fournit des statistiques sur la période de 1991-2020. La précipitation annuelle moyenne est de de 820 mm environ. Les moi de mai et octobre sont les plus arrosés.
Eaux superficielles (source Eau France)	<p>Le territoire communal est essentiellement représenté par le Rhône, entièrement canalisé au droit de la commune. Ce canal, dit « canal de Miribel », forme la frontière Nord du site naturel de l'île de Miribel-Jonage. Le débit moyen annuel du Rhône à Lyon est de 598 m³/s (station Perrache). La partie nord de l'île de Miribel-Jonage forme le lac du Drapeau et touche la partie sud de la commune.</p> <p>Les données de qualité et d'objectifs de qualité sont renseignées par le SDAGE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Rhône du pont de Jons à la confluence Saône (FRDR2005) <ul style="list-style-type: none"> ○ Etat écologique en 2021 : moyen. Objectif : bon potentiel. Echéance : 2027 ○ Etat chimique sans ubiquiste en 2021 : bon. Objectif : bon état. Echéance : 2015 • Lac du Drapeau (FRDL52) <ul style="list-style-type: none"> ○ Etat écologique en 2021 : moyen. Objectif : non précisé. Echéance : non précisé ○ Etat chimique sans ubiquiste en 2021 : bon. Objectif : non précisé. Echéance : non précisé <p>Classement en première catégorie piscicole (groupe dominant constitué de salmonidés) : rien sur la commune</p> <p>Classement au titre des réservoirs biologiques du SDAGE : est concerné par la liste 2 au titre du 2° du I de l'article L214-17 du Code de l'Environnement le Rhône naturel (hors canaux de dérivation et contre canaux) de l'aval immédiat du barrage de Champagneux (aménagement de Brégnier-Cordon) jusqu'à l'amont immédiat de Pierre-Bénite – code L2_91.</p>
Eaux souterraines (source Eau France)	<p>Le territoire communal repose sur trois vastes masse d'eaux souterraines de la DCE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formations plioquaternaires et morainiques Dombes (FRDG177) <ul style="list-style-type: none"> ○ Objectif d'état quantitatif : bon état – échéance : 2015 ○ Objectif d'état chimique : Objectif Moins Strict (OMS) de non dégradation – échéance : 2027 • Alluvions du Rhône de Gorges de la Balme à l'île de Miribel (FRDG326) <ul style="list-style-type: none"> ○ Objectif d'état quantitatif : bon état – échéance : 2015 ○ Objectif d'état chimique : bon état – échéance : 2021 • Alluvions du Rhône - Ile de Miribel - Jonage (FRDG338) <ul style="list-style-type: none"> ○ Objectif d'état quantitatif : bon état – échéance : 2015 ○ Objectif d'état chimique : bon état – échéance : 2015

Usages sensibles locaux au sens de l'arrêté du 21 juillet 2015	<p>Il s'agit de l'utilisation des eaux superficielles ou souterraines pour, notamment, la production d'eau destinée à la consommation humaine (captages d'eau publics ou privés, puits déclarés comme utilisés pour l'alimentation humaine), la conchyliculture, la pisciculture, la cressiculture, la pêche à pied, la baignade, les activités nautiques...</p> <p>Nous pouvons citer les captages d'eau potable dont les périmètres touchent le territoire communal (voir ci-dessous), la pêche, la baignade au niveau du Parc de Miribel Jonage.</p>
Alimentation en eau potable	<p>Présence de captages publics d'alimentation en eau potable et de périmètres de protection associés sur la commune.</p> <p>La compétence eau est détenue par la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau. La commune est alimentée principalement par l'eau provenant des champs captants du « Four à Chaux », avec une alimentation, dans une moindre mesure, par l'eau des sources « Bonnarde » et « Juffet » situées dans le vallon du Merloux.</p> <p>Les périmètres de protection associés sont tracés sur le plan en annexe. Précisons que le sud de la commune est intégré dans le périmètre de captage du Four à Chaux, mais également dans la périmètre éloigné du captage des eaux bleues exploité par la métropole.</p>
Protection du milieu naturel (source Département pour ENS, DREAL pour le reste)	<p>Natura 2000 : Pelouses, milieux alluviaux et aquatiques de l'île de Miribel-Jonage (FR8201785)</p> <p>ZNIEFF de type I : Bassin de Miribel-Jonage (69130005)</p> <p>ZNIEFF de type II :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ensemble formé par le fleuve rhône, ses lones et ses brotteaux a l'amont de Lyon (6913) • Cotiere meridionale de la dombes (0116) <p>Zones humides :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lac des Eaux Bleues (01IZH0717) • Canal de Miribel (01IZH0251) • Plantation Miribel Jonage (01IZH1325) <p>Espace Naturel Sensible : Ile de Miribel-Jonage</p> <p>Trame verte et bleue : présence avec zone Natura 2000 et ZNIEFF (trame verte), et zones humides et cours d'eaux (trame bleue)</p> <p>Espèce protégée : présence (Cistude, Loutre)</p> <p>Nappe phréatique sensible : présence (périmètre de captages AEP sur la commune)</p>

MILIEU HUMAIN	
Population (source INSEE)	4 155 habitants en 2021.
Habitat (source INSEE)	1 830 logements en 2021, dont 1 702 résidences principales (93.0 %). Soit une moyenne de 2.44 habitants / logement. L'habitat se concentre au niveau du centre bourg et de sa périphérie.
Activités économiques (source INSEE)	La commune compte 305 établissements en 2021, et une zone d'activités dite Portes de la Dombes (source CCMP). Présence d'activité d'accueil liées au tourisme (1 hôtel, pas de campings, pas d'autres hébergements collectifs).
Infrastructures	La commune est traversée par des axes de circulation structurants que sont l'autoroute A42, la voie ferrée, la RD1084, le canal de Miribel. Une partie du Grand parc de Miribel-Jonage se trouve également sur son territoire.
Eaux usées	La compétence eaux usées est assurée par la Communauté de Communes de Miribel et Plateau (CCMP). Le chapitre 4 aborde plus précisément cette thématique.
Eaux pluviales	La compétence eaux pluviales est assurée par la commune, qui a lancé la réalisation du zonage eaux pluviales en parallèle.
CONTEXTE REGLEMENTAIRE	
SDAGE (source Eau France)	La commune est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027. Approuvé par arrêté préfectoral du 21 mars 2022, le SDAGE et le programme de mesures qui l'accompagne fixent pour les 6 ans les grandes orientations pour une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers formant le grand bassin Rhône-Méditerranée. Certaines orientations fondamentales (OF) ont un rapport avec l'assainissement : <ul style="list-style-type: none"> • OF 0 : s'adapter aux effets du changement climatique ; • OF 1 : privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ; • OF 2 : concrétiser la mise en oeuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques ; • OF 4 : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ; • OF 5 : poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle.

	La disposition 5A-03 « Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine » a pour objectif de réduire les déversements d'eaux usées non traitées au niveau des déversoirs d'orage des systèmes d'assainissement.
SAGE	Absence de SAGE sur la commune
Contrat de Milieu (source EPTB Saône Doubs)	Absence de Contrat de Milieu sur la commune
PPRN (source commune)	La commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) « crues du Rhône, crues torrentielles et mouvements de terrain ». Il a été approuvé le 28/11/2006. Il comprend des zones rouges, bleues, vertes, blanches.
TRI	La commune est concernée par le Territoire à Risque importants d'Inondation (TRI) de Lyon, compte tenu de sa situation au sein du bassin versant du Rhône.
DTA, SCoT	La commune est concernée par : <ul style="list-style-type: none"> • La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine lyonnaise, approuvée par décret en Conseil d'État en date du 9 janvier 2007; • Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) BOCUPA (Syndicat mixte Bugey-Côtière-Plaine de l'Ain), approuvé le 26 janvier 2017 et rendu exécutoire le 2 mai 2017.
PLU	La commune dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) depuis le 18 janvier 2007. Sa révision générale a été approuvée le 14 mars 2014. La modification n°3 a été engagée en 2019, puis approuvée en 2020. Le PLU est en cours de révision.
Carte des aléas	La commune n'est pas dotée d'une carte des aléas, les risques étant reportés au PPRN mentionné ci-dessus.

Tableau 1: le contexte communal

Page 16 sur 21

4 L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

4.1 Principales caractéristiques

La compétence assainissement collectif comprend la **collecte, le transport et le traitement des eaux usées**. Elle est assurée par la CCMP.

Ses principales caractéristiques sont présentées dans le tableau suivant (source : RAD Suez 2022).

Données	Saint Maurice de Beynost
Nombre d'abonnés	1 862
Volume facturé	185 335 m ³
Volume exporté	100 %
Volume importé	0 %
Autorisation de déversements d'effluents industriels	8
Réseau d'assainissement	
Unitaire hors refoul.	0 km
Séparatif eaux usées hors refoul.	17.04 km
Séparatif eaux pluviales hors refoul.	Non renseigné
Séparatif eaux usées en refoulement	1.37 km
Total	19.87 km
Déversoirs d'orage	0
Postes de relevage	6
Dessableurs	0
Bassins d'orage eaux usées	0
Ouvrage de traitement	0

Tableau 2: l'assainissement collectif en chiffres

4.2 Aménagements projetés

Aucuns travaux projetés à ce jour, à l'exception de travaux de renouvellement de réseaux d'assainissement.

5 L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

5.1 Principales caractéristiques

La compétence assainissement non collectif comprend le **contrôle des installations**. Elle est assurée par la CCMP.

Ses principales caractéristiques sont présentées dans le tableau suivant (source : CCMP).

Adresse à St Maurice de Beynost	Numéro et section de parcelle
5 327 avenue des Iles	272 AI
5 514 avenue des Iles	235 AE
5 184 rue du Torrent	21 AB
Les Montelières	34 AB
11 chemin de la Limite	166 AB

Tableau 3: l'assainissement non collectif en chiffres

5.2 Localisation

Sur la commune, l'ANC concerne une habitation en zone d'assainissement collectif et non raccordée au réseau (parcelle 235 section AE), ainsi que quatre habitations en périphérie immédiate de la zone d'assainissement collectif.

Elles sont marquées d'une croix violette « X » sur le plan de zonage en annexe.

6 LE ZONAGE

6.1 Principe

Voir annexe 1

Le zonage définit une zone :

- D'assainissement collectif où la collectivité est en charge de la réalisation et de l'entretien des ouvrages d'eaux usées, jusqu'à la limite publique privée ou la boîte de branchement ;
- D'assainissement non collectif où l'utilisateur est en charge de la réalisation et de l'entretien des ouvrages d'eaux usées, sous contrôle de la collectivité.

Le plan est présenté en annexe.

6.2 Zone d'assainissement collectif



Zone d'assainissement collectif

La zone d'assainissement collectif existante couvre les zones urbanisées ou urbanisables (zones AU) desservies par le réseau existant.

Nous relevons aucunes zones d'assainissement collectif future car il n'est prévu aucune extension du réseau d'assainissement vers des zones non desservies.

La CCMP assure la collecte et le transport des eaux usées jusqu'à la station de traitement intercommunale située à Beynost.

Les usagers disposent d'un délai de 2 ans pour se raccorder au réseau de collecte. Seules les eaux usées sont admises dans le réseau pour toutes constructions. Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par la CCMP.

L'utilisateur doit se conformer au règlement d'assainissement collectif de la CCMP. En cas de vente, il doit se conformer au règlement d'assainissement (voir chapitre 2.2 et annexe 2).

6.3 Zone d'assainissement non collectif



Zone d'assainissement non collectif

La zone d'assainissement non collectif couvre le reste du territoire communal, en dehors de la zone d'assainissement collectif. Ce choix est justifié par la faible densité de l'habitat et l'éloignement de la zone d'assainissement collectif.

L'habitation doit être équipée d'une installation conforme et réglementaire, avec un dispositif de traitement utilisant :

- Le sol en place (tranchées d'épandage, lit d'épandage) ;
- Un sol reconstitué (filtre à sable vertical non drainé, filtre à sable vertical drainé, filtre à massif de zéolithe, filtre à sable drainé à flux horizontal) ;
- Des filières agréées (filtre compacts, filtres plantés, microstations à cultures libres, microstations à cultures fixées, microstations SBR).

En sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

En cas de non-conformité et de danger pour la santé des personnes ou risque environnemental avéré, le propriétaire fait procéder aux travaux indiqués par le document établi à l'issue du contrôle, dans un délai de quatre ans suivant sa notification (délai inférieur possible).

Le SPANC demandera une étude de sols pour tout projet de réhabilitation d'installation existante, ou construction de nouvelle installation.

Le passage du réseau public d'assainissement sur la parcelle voisine est susceptible d'induire la raccordabilité de l'habitation considérée (s'appréciant toutefois au regard de facteurs techniques et économiques) et donc de rendre le raccordement obligatoire.

La seule localisation en zone d'assainissement non collectif n'est pas de nature à empêcher un raccordement futur au réseau d'assainissement, ni même à en justifier son refus, l'obligation de raccordement imposée par le Code de la Santé Publique ayant une valeur juridique supérieure à celle du zonage.

L'utilisateur doit se conformer au règlement d'assainissement non collectif de la CCMP, et au règlement du PPRN « crues du Rhône, crues torrentielles et mouvements de terrain ».

7 ANNEXE : Plan de zonage
